

# Russes et chinois

Bureaucrates les uns comme les autres, ils ne se sont pas engagés dans une telle controverse par amour des débats théoriques ; ce sont les puissants événements internationaux et intérieures qui les tirent dans les directions opposées. Les dirigeants soviétiques parlent au nom de bureaucrates repus, pour qui quelques concessions aux capitalistes ne seraient pas un prix trop élevé pour obtenir des années de tranquillité, assurant une sérieuse amélioration du niveau de vie. Les dirigeants chinois sont à la tête d'une révolution qui ne peut donner de rapides résultats si elle ne doit compter que sur ses propres forces ; l'expansion de la révolution mondiale est pour eux une perspective à la fois réelle et prometteuse. Mais, en même temps, les uns et les autres

ne veulent pas marcher séparément, que ce soit par rapport aux capitalistes qui sont aux aguets, ou par rapport aux millions de base des partis communistes qui pourraient utiliser les circonstances pour rendre vie à la démocratie ouvrière.

Ce n'est pas seulement la durée de la Conférence de Moscou qui témoigne d'un réel effort pour aboutir à un accord stable, durable. Le texte du document produit par cette conférence porte la marque d'un compromis assez étendu, qui vise à satisfaire les uns et les autres. Il n'est pas inutile de reprendre ce texte à la lumière des divergences telles qu'elles s'étaient manifestées dans l'année qui vient de s'achever. C'est ce que nous allons faire dans les lignes suivantes.

## Un texte de compromis

D'une façon générale, l'accord *semble* s'être fait sur les positions essentielles de la bureaucratie soviétique ; le texte est axé sur la lutte pour la paix par la « coexistence pacifique » et le désarmement. Les Chinois, rappelons-le, avaient combattu ces idées, mais pas d'une façon franche et nette. Le texte reprend les formules soviétiques, mais il introduit à propos de chacune des prises de position, de chacune des affirmations politiques, des « mais » et des considérations qui tiennent compte des positions que défendaient les Chinois. En particulier, il n'est pas question d'un capitalisme divisé en ailes bellicistes et ailes pacifiques, et le caractère agressif de l'impérialisme américain est souligné vigoureusement, en des termes qui n'ont rien à voir avec l'esprit de Camp David et font la part belle à la presse de Pékin.

Les Chinois ont reculé sur la « révolution ininterrompue » ; nous voyons une nouvelle formulation « l'Etat de démocratie nationale », un animal étrange sans nature de classe et dont la définition serait fonction de la nature éminemment changeante de sa politique. Sous cette formule, nous retrouvons, en fait, la vieille théorie stalinienne d'une révolution intermédiaire entre la société capitaliste et la dictature du prolétariat, une étape sociale au rabais, une société hermaphrodite qui ne serait ni la société capitaliste ni l'Etat ouvrier, une société que l'histoire n'a encore jamais vue.

Face à ce recul, les Chinois ont par contre obtenu de très sérieuses concessions sur la question qui certainement leur tenait le plus à cœur, celle des rapports envers la bourgeoisie nationale des pays coloniaux et semi-coloniaux. On y dénonce le « rôle double » de ces bourgeoisies opposées mais d'une manière très inégale, tant à l'impérialisme qu'aux masses ouvrières et paysannes. Le document est loin d'être correct sur cette question, mais il n'y a pas de doute qu'il contient des formules que les Chinois peuvent utiliser au mieux dans la question de leurs rapports avec les Etats sous-développés, encore économiquement dépendants de l'impérialisme, et dans lesquels la bourgeoisie nationale recherche non l'amélioration des conditions des masses, mais une part plus grande de la plus-value produite dans ces pays. Etant donné la place que la révolution coloniale occupe à présent dans la révolution mondiale, il est évident que ce n'est pas seulement une grande concession ainsi faite aux Chinois, c'est un pas à gauche — avec tout ce qu'il peut comporter de timoré et de contradictoire — aussi dans les rapports envers l'impérialisme sur le plan de la politique mondiale. En pratique, cette concession aux Chinois peut

s'avérer de très grande importance par les conséquences qu'elle peut impliquer.

Le texte reprend sensiblement les mêmes termes en matière de voies vers le socialisme que ceux du 20<sup>e</sup> Congrès, termes que les Soviétiques tiraient dans un sens et les Chinois dans l'autre. Sur ce point pas d'évolution ; et rien n'empêche la discussion de reprendre comme par le passé à la première occasion.

Sur la question des communes, auxquelles les Chinois accordent une place prépondérante comme forme de développement de la société vers le socialisme, le silence du texte montre la persistance des divergences. Tout au plus les Chinois obtiennent-ils qu'il soit question d'une « juste application des lois générales de l'édification socialiste, compte tenu des particularités nationales de chaque pays et des intérêts du système socialiste dans son ensemble ». C'est bien peu si l'on se souvient que, pour eux, le système des communes était d'une application plutôt généralisée.

La résolution dénonce, mais de façon différente et inégale, le révisionnisme et le dogmatisme. Ce dernier est présenté comme un danger secondaire et anonyme. Par contre, les Yougoslaves sont attaqués violemment comme révisionnistes, et plus encore sont accusés mensongèrement d'avoir proclamé le marxisme-léninisme « périmé » et de se livrer à des « agissements subversifs » contre le camp socialiste et le mouvement communiste mondial. L'outrance de ces attaques témoigne combien les bureaucrates craignent l'attitude yougoslave, si limitée qu'elle puisse paraître, face aux contradictions du monde des partis et des Etats représentés à Moscou.

Sur un point, soulevé non dans le différend sino-soviétique, mais par les Polonais, au sujet d'une planification plus étroite entre Etats ouvriers, ceux-ci obtiennent satisfaction, et ceci doit expliquer l'attitude de contentement prise par Gomulka à son retour de Moscou.

Le texte paraît indiquer qu'aucun changement ne s'est produit sur la question du « parti-guide » : le P.C. de l'Union Soviétique garde ce titre, celui d'avant-garde universelle du mouvement communiste mondial, etc... On sait que cette formulation n'a jamais embarrassée les Chinois quand ils désiraient combattre la politique des dirigeants soviétiques ; si nous ne nous trompons pas, ce sont eux qui, en 1957, ont insisté pour que la formule soit